

Toutes les annonces légales de votre département sur gazette-du-midi.fr

Haute-Garonne / Tarn-et-Garonne

Cette formalité qui devra être effectuée avant le 23 septembre 2022 sera justifiée par un certificat d'affichage des maires.

Il sera procédé dans les mêmes conditions de délai, par les soins de la société Ferme d'Akuo 5 à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation des projets. Les affiches doivent être visibles et lisibles de la voie publique et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012.

Art. 8. - A l'expiration du délai prévu à l'article 1^{er} du présent arrêté, le registre d'enquête sera mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par elle.

Art. 9. - Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, les responsables des projets et leur communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. La société Ferme d'Akuo 5 disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et examinant les observations recueillies. Elle rédigera sur un document séparé des conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le dossier d'enquête publique accompagné du registre d'enquête ainsi que le rapport et les conclusions seront transmis par le commissaire enquêteur au directeur départemental des territoires, Cité administrative - Bâtiment A - 2^e étage 2, boulevard Armand Duportal - BP 70 001 - 31074 Toulouse cedex 9 dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions au président du tribunal administratif de Toulouse.

Art. 10. -Le directeur départemental des territoires adressera une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, dès leur réception, au pétitionnaire et aux maires de Martres-Tolosane et de Palaminy.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public, pendant un an à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne ainsi qu'à la mairie de Martres-Tolosane et à la mairie de Palaminy et sera publiée sur le site internet des services de l'État de la Haute-Garonne <http://www.haute-garonne.gouv.fr/enquete-photov-martres-tolosane-palamin>.

Les personnes intéressées pourront obtenir, à leurs frais, communication du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, en s'adressant au directeur départemental des territoires, Cité administrative - Bâtiment A - 2^e étage au 2, boulevard Armand Duportal - BP 70 001 - 31 074 Toulouse cedex 9.

Art. 11. - À l'issue de l'enquête publique, la commune de Martres-Tolosane statuera sur la déclaration de projet et la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune, et le préfet de la Haute-Garonne statuera sur les demandes de permis de construire, au vu des pièces du dossier et des consultations réglementaires.

Art. 12. - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Le directeur départemental des territoires ;

Le maire de Martres-Tolosane ;

Le maire de Palaminy ;

La société Ferme d'Akuo 5

Le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation, le secrétaire général

G2204109

annoncelegale.gazm@forumeco.com

05 34 41 34 00

toulouse métropole

COMMUNE DE CUGNAUX

Avis au public
Projet de 3^{ème} Modification
PLAN LOCAL
D'URBANISME DE
TOULOUSE METROPOLE,
COMMUNE DE CUGNAUX

Monsieur le Président de Toulouse Métropole informe qu'une enquête publique relative au projet de 3^{ème} modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux, sera ouverte du **mercredi 09/11/2022 9h au vendredi 09/12/2022 12h inclus** :

Ce projet de modification du PLU soumis à enquête publique porte sur les points suivants :

- l'ajustement des outils en faveur du logement locatif social,
- des modifications réglementaires portant sur les normes de stationnement,
- la création d'emplacements réservés pour des aménagements d'espace public et de voirie.

A cet effet, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné Monsieur Jean-Guy GENDRAS en qualité de Commissaire Enquêteur titulaire.

Le dossier du projet de 3^{ème} modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Cugnaux, comprenant notamment une notice d'incidence du projet sur l'environnement, les avis émis par les personnes publiques associées et par l'autorité environnementale, est consultable pendant la période de l'enquête publique :

- en version informatique sur le site Internet de Toulouse Métropole www.toulouse-metropole.fr rubrique Je Participe,
- en version papier aux jours et heures habituelles d'ouverture au public :

o **au siège de Toulouse Métropole**, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h à 18h,

o **au service urbanisme de la Mairie de Cugnaux**, 1 rue Vincent Auriol, 31270 Cugnaux. Le Lundi de 9h à 12h30, le Mardi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h, le Mercredi de 9h à 12h30 et de 13h30 à 17h, le Jeudi de 13h30 à 17h et le Vendredi de 9h à 12h30.

Un accès gratuit au dossier est garanti sur un poste informatique mis à disposition du public, au siège de Toulouse Métropole du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Pendant toute la durée de cette enquête publique, le public pourra consigner ses observations et propositions :

- sur le **registre dématérialisé** sécurisé accessible 7j/7j et 24h/24h via le site internet de Toulouse Métropole www.toulouse-metropole.fr rubrique Je Participe ;
- sur un **registre d'enquête papier** établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par Monsieur le Commissaire Enquêteur, mis à sa disposition au siège de Toulouse Métropole et au service urbanisme de la Mairie de Cugnaux aux jours et heures habituels d'ouverture au public cités précédemment ;
- par **voie postale** en adressant un courrier à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur, Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc - BP 35821 - 31505 Toulouse Cedex 5 à faire parvenir pendant la durée de l'enquête publique, le cachet de la Poste faisant foi.

Monsieur le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations au Service Urbanisme de Cugnaux, 1 rue Vincent Auriol 31270 Cugnaux lors des **permanences** aux jours et heures suivants :

o **Mardi 15/11/2022 de 14h00 à 17h00 ;**

o **Mardi 29/11/2022 de 14h00 à 17h00 ;**

o **Vendredi 09/12/2022 de 9h00 à 12h00.**

Au terme de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de Monsieur le Commissaire Enquêteur seront tenus à la disposition du public, pendant 1 an, au siège de Toulouse Métropole, Service Planification Urbaine (6, Rue René Leduc, BP35821- 31505 Toulouse Cedex 5) de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 et sur le site internet de Toulouse Métropole.

Le dossier éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole. G2204393

toulouse métropole

mairie de mondonville

COMMUNE DE MONDONVILLE

AVIS D'INFORMATION
AU PUBLIC
PLAN LOCAL
D'URBANISME DE
TOULOUSE METROPOLE,
COMMUNE DE MONDONVILLE
Projet de 1^{ère} Modification
Simplifiée

Le président de Toulouse Métropole informe qu'une mise à disposition au public du projet de 1^{ère} modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Mondonville sera ouverte : **du 2 novembre 2022 à 8h30 au 02 décembre 2022 à 16h30 inclus** :

Ce projet de 1^{ère} modification simplifiée est mis en œuvre en vue de modifier l'Orientaion d'Aménagement (OA) Moulin pour créer une maison de santé pluri-disciplinaire

Le dossier du projet de 1^{ère} modification simplifiée du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Mondonville comprenant notamment une notice d'incidence du projet sur l'environnement, les avis émis par les personnes publiques associées et par l'autorité environnementale est consultable pendant la période de mise à disposition :

«en version informatique sur le site Internet de Toulouse Métropole www.toulouse-metropole.fr rubrique Je participe ;

«en version papier aux jours et heures habituelles d'ouverture au public :

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h,

- à la Mairie de la commune de Mondonville, 15 avenue de la république, 31700 Mondonville, du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et 13h à 17h30, le vendredi de 8h30 à 12h et 13h à 16h30.

Un accès gratuit au dossier est garanti sur un poste informatique mis à disposition du public, au siège de Toulouse Métropole (cf. adresse ci-dessus) du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

Des horaires exceptionnels peuvent être mis en place dans les lieux de consultation du dossier et des registres compte tenu des vacances scolaires, du contexte sanitaire et des mesures gouvernementales prises pendant la période de la mise à disposition.

Pendant la durée de la mise à disposition, le public pourra consigner ses observations et propositions :

«sur le registre dématérialisé sécurisé accessible via le site internet de Toulouse Métropole (www.toulouse-metropole.fr rubrique Je Participe), accessible 7j/7j et 24h/24h.

«sur les registres papiers établis sur feuillets non mobiles, ouverts :

- au siège de Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc à Toulouse (Métro ligne A - station Marengo), du lundi au vendredi de 8h00 à 18h,

- à la Mairie de la commune de Mondonville, 15 avenue de la république, 31700 Mondonville, du lundi au jeudi de 8h30 à 12h et 13h à 17h30, le vendredi de 8h30 à 12h et 13h à 16h30.

«par voie postale en adressant un courrier à l'attention de Monsieur le Président de Toulouse Métropole, Toulouse Métropole - 6, Rue René Leduc - BP 35821 - 31505 Toulouse Cedex 5 à faire parvenir pendant la durée de la mise à disposition, le cachet de la Poste faisant foi.

A l'issue de la période de mise à disposition du dossier au public, un bilan sera présenté au Conseil de la Métropole par Monsieur le Président de Toulouse Métropole et la modification simplifiée sera soumise à l'approbation du Conseil de la Métropole. G2204512

COMMUNE DE SAINT-GENIES BELLEVUE

Création du périmètre provisoire de la zone d'aménagement différé «Grand Champ» sur la commune de Saint-Genies Bellevue

Par arrêté préfectoral en date du 11 août 2022 a été créé le périmètre provisoire de la zone d'aménagement différé « Grand Champ » sur la commune de Saint-Genies Bellevue.

L'acte et le plan délimitant le périmètre sont tenus à la disposition du public à la mairie. G2204474

AVIS DIVERS

PRÉFET DE LA HAUTE GARONNE

EXTRAIT D'UN AVIS DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL (CDAC)

Réunie le 05 octobre 2022, la CDAC de la Haute-Garonne a émis un avis favorable à la demande de permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale, présentée par la SAS DIFRADIS (Route de Daux - Moulin à Vent - 31700 MONDONVILLE), pour l'extension d'un d'un ensemble commercial de 2 046 m² de surface de vente (SV), par extension de 463 m² SV d'un magasin Carrefour Market de 1 786 m² SV (CC le Moulin à Vent - route de Daux - 31700 MONDONVILLE), visant à atteindre 2 509 m² SV.

Fait à Toulouse, le 05 octobre 2022

Pour le préfet et par délégation, le sous-préfet de Muret, secrétaire générale adjointe chargée de l'urbanisme et de l'aménagement commercial.

Signé
Cécile LENGLET

G2204448

PRÉFET DE LA HAUTE GARONNE

EXTRAIT D'UNE DÉCISION DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT CINÉMATOGRAPHIQUE (CDACi)

Réunie le 05 OCTOBRE 2022, la CDACi de la Haute-Garonne a rendu une décision favorable à la demande d'autorisation d'exploitation cinématographique présentée par la SAS Véo Cartoucherie (1292 rue de Sarrau - 19300 EGLETONS), pour la création d'un ensemble cinématographique de 4 salles et 400 places (La Cartoucherie - H128 - 31300 TOULOUSE).

Fait à Toulouse, le 05 octobre 2022

Pour le préfet et par délégation, le sous-préfet de Muret, secrétaire générale adjointe chargée de l'aménagement cinématographique

Signé
Cécile LENGLET

G2204449

relationclient.gazm@forumeco.com

05 34 41 34 13
06 70 86 21 91

Tarn-et-Garonne

VENTE CESSION

ATTRIBUTION D'APPORTS

DALLA COSTA / MME PECH

Insertion - Cession de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Maître Florent PAREILLEUX, Notaire à MONTPEZAT DE QUERCY (Tarn et Garonne), 11 Boulevard des Fossés , le 07 octobre 2022 a été cédé un fonds de commerce par : Madame Monique Marie-José Odile ROUX, épouse de Monsieur Thierry Jean-Louis DALLA-COSTA, demeurant à MONTAUBAN (82000)1616 chemin de Fustié à La société dénommée PEACH'S BEAUTY, dont le siège est à LAMOTHECAPDEVILLE (82130) - 12 port Ardus identifiée au SIREN sous le numéro 919 858 266 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTAUBAN. DÉSIGNATION DU FONDS : fonds de commerce de coiffure masculin et féminin sis à 4 Grand Rue à LAMOTHE CAPDEVILLE (82130), connu sous le nom commercial COIFFURE ARDUS. La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de trente mille € (30.000,00 €).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion :
Le notaire.

G2204488

HOTEL, RESTAURANT, BAR DE L'HORLOGE

Insertion - Cession de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Maître Florence BONOTTO-CAUJOLLE, Notaire au sein de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée «Jean-Marc BACHALA, Anne GIROT», titulaire d'un Office Notarial à CASTELSARRASIN, 8 boulevard de la République, le 5 octobre 2022, enregistré à MONTAUBAN, le 12/10/2022,

La Société dénommée SARL «H.D.E.H.», dont le siège est à AUVILLAR (82340) place de l'horloge, identifiée au SIREN sous le numéro 441017282 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTAUBAN.

A CEDE à :

La Société dénommée SARL SARU, dont le siège est à AUVILLAR (82340) 2 place de l'Horloge, identifiée au SIREN sous le numéro 918125030 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTAUBAN.

Un fonds de commerce de hôtel, restaurant, bar sis à AUVILLAR (Tarn-et-Garonne), place de l'Horloge, connu sous le nom commercial HOTEL, RESTAURANT, BAR DE L'HORLOGE avec tous les éléments corporels et incorporels y attachés.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (175 000,00 EUR).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion : Le notaire. G2204528

CONSTITUTION DE SOCIETE

La Goufie

Aux termes d'un ASSP en date du 01/10/2022, il a été constitué une SCI à capital variable ayant les caractéristiques suivantes :

DÉNOMINATION SOCIALE : La Goufie

SIGLE : LG

OBJET SOCIAL : l'acquisition, l'administration, la gestion et l'exploitation par location ou autrement tous immeubles et bien immobiliers

SIÈGE SOCIAL : 163 Rue de la Forge, 82400 ST PAUL D ESPIS

CAPITAL INITIAL : 1 000 €

CAPITAL MINIMUM : 100 €

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS MONTAUBAN

GÉRANCE : COROT Jean-Kristen, demeurant 47 Impasse des Vaudrans, 1 domaine des Vaudrans, 13011 MARSEILLE FRANCE

CLAUSE D'AGREMENT : 1 - Les parts sociales sont librement cessibles entre ascendants et descendants.

Toutes les autres cessions de parts sociales, y compris entre associés et conjoints d'un associé, seront soumises à agrément.

L'agrément est donné par décision collective extraordinaire des associés.

L'associé cédant peut participer au vote.

2 - A l'effet d'obtenir cette autorisation, l'associé cédant le notifie à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant, s'il s'agit d'un cessionnaire personne physique, les prénoms, nom, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts sociales dont la cession est envisagée et le prix offert, ou s'il s'agit d'un cessionnaire personne morale, la forme, sa dénomination et l'adresse du siège ainsi que le nombre des parts sociales dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans le mois de cette notification, la Gérance doit réunir les associés, lesquels statueront, dans les conditions du Titre IV des présentes et selon la majorité requise pour les décisions collectives extraordinaires, sur l'acceptation ou le refus de la cession proposée. La décision prise n'a pas à être motivée et, en cas de refus, elle ne pourra jamais donner lieu à une réclamation quelconque contre les associés ou contre la Société.

La Gérance notifie aussitôt le résultat de la décision collective extraordinaire à l'associé cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la cession est agréée par décision collective extraordinaire des associés de la Société, elle est régularisée dans le mois de la notification de l'agrément ; à défaut de régularisation dans ce délai, le cessionnaire doit, à nouveau, être soumis à l'agrément des associés dans les conditions sus-indiquées.

Si l'agrément est refusé, les associés doivent alors acheter ou faire acheter les parts dont la cession est envisagée. Ils disposent pour cela d'un délai de six (6) mois à compter de la dernière des notifications de la demande d'agrément.

Lorsque plusieurs associés expriment leur volonté d'acquérir, les parts sont réparties entre eux proportionnellement au nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.

Si aucun associé ne se porte acquéreur, les parts peuvent être achetées par un tiers désigné à l'unanimité des autres associés.

Les autres associés peuvent aussi décider à l'unanimité que le rachat sera effectué par la Société elle-même, les parts devant alors être annulées au moyen d'une réduction du capital social ; étant précisé que le rachat par la Société n'est pas soumis à l'accord de l'associé cédant.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la Société, ainsi que le prix offert sont notifiés par la Société à l'associé cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé par un expert désigné soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal Judiciaire statuant en la forme des référés et sans recours possible, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.